

**ALGERIE : SEMOULERIE INDUSTRIELLE DE LA MITIDJA.
LE PARCOURS D'UN INDUSTRIEL**



Recueil réalisé par Djamel BELAID
Ingénieur agronome.

CHAPITRE

LES DEBUTS

Ces patrons qui font l'Algérie

02 avril 2007 Jeune Afrique. Farid Alilat

Agro-industrie, hydrocarbures, télécoms Ces chefs d'entreprise de premier plan jouent un rôle clé dans le paysage économique national.

Abdelkader Taïeb Ezzraïmi **Semoulerie industrielle de la Mitidja**

Cet homme a la baraka. Parti de rien en novembre 1990, date de la création de sa petite semoulerie-minoterie dans la ville de Blida, il est aujourd'hui un patron comblé. Dix-sept ans après son entrée dans le monde des affaires, Abdelkader Taïeb Ezzraïmi, gestionnaire autodidacte, est devenu le deuxième producteur mondial du couscous après le français Ferrero. Non seulement son entreprise, la Semoulerie industrielle de la Mitidja (SIM), couvre le quart des besoins des Algériens en farine et en semoule, mais elle exporte vers la France, la Belgique, le Canada et le Liban. Et pourtant, cet homme a failli tout perdre le jour où il a été enlevé par un groupe terroriste, au cours des années de terreur. La baraka, encore une fois ! Président d'honneur du Croissant-Rouge algérien (CRA), Taïeb Ezzraïmi est aussi bon Samaritain. « Puisque je mange à ma faim, il est normal que j'aide ceux qui, autour de moi, n'ont pas cette chance », aime-t-il à répéter.

Issaâd Rebrab **Groupe Cevital**

« Ce qui me fait courir, c'est la passion de créer », martèle Issaâd Rebrab, le patron de Cevital, le premier groupe industriel privé en Algérie. À 63 ans, cet ancien expert-comptable qui a fait fortune dans l'agroalimentaire et les médias (il est propriétaire du quotidien francophone Liberté) multiplie les investissements, et son appétit pour les affaires ne connaît pas de limites. Son dernier projet ? Un mégacomplexe logistique, industriel et énergétique dénommé Cap-2015, dans lequel cet industriel compte injecter 20 milliards de dollars. Doté d'un hub portuaire situé à Cap Djinat (à 60 kilomètres d'Alger), d'un pôle industriel comprenant plusieurs activités (pétrochimie, sidérurgie, construction navale et automobile) et d'une ville nouvelle pouvant abriter 250 000 habitants, le projet ambitionne de créer cent mille

emplois directs et un million d'emplois indirects.

Ghania Houadria **Algérie Poste**

Dans un pays où le nombre de femmes ministres ou députées se compte sur les doigts d'une main, la directrice d'Algérie Poste fait un peu figure d'exception. Nommée en 2004 à la tête de cette importante entreprise publique, Ghania Houadria, informaticienne de formation, a fait des services postaux une institution performante. Un succès d'autant plus méritant que les institutions financières algériennes ont souffert des scandales qui n'ont pas manqué de ternir leur image. En l'espace de trois ans, la directrice a réussi là où ses prédécesseurs ont échoué : éponger les dettes de l'entreprise, multiplier le nombre de bureaux par deux, porter le nombre de ses clients à 10 millions et introduire le système de paiement électronique pour le plus grand bénéfice de ses clients, excédés par la lenteur légendaire de l'administration. Enfin, la patronne n'a pas hésité à recruter des femmes pour occuper le poste de facteur.

Djillali Mehri **Groupe Mehri**

A 70 ans, Djillali Mehri est un homme d'affaires insatiable. Considéré comme le détenteur de l'une des plus grosses fortunes d'Algérie, ce natif d'El-Oued, une oasis située à l'extrême est du pays, ambitionne d'être le premier investisseur en matière d'infrastructures hôtelières. Son dernier projet prévoit la réalisation de 36 hôtels Ibis en partenariat avec le géant mondial Accor, pour un montant global de 300 millions de dollars. « L'avenir de l'Algérie, c'est le tourisme et l'agriculture », affirme cet amateur d'uvres d'art. En décembre 2006, Mehri réalisait un vieux rêve en inaugurant à Oran le Royal Hôtel, qu'il avait acheté en 1967. Construit en 1906, cet établissement cinq étoiles doté de 112 chambres, de cinq suites présidentielles, d'une piscine et de plusieurs restaurants

est un bijou qui n'a rien à envier aux hôtels de luxe de Paris ou de New York.

Mohamed Meziane **Groupe Sonatrach**

En Algérie, son poste équivaut à celui d'un superministre, sinon plus. Président-directeur général de Sonatrach depuis septembre 2003, Mohamed Meziane occupe donc une fonction très sensible. En plus d'être la première entreprise d'Afrique et la 11e compagnie pétrolière dans le monde, Sonatrach est « un État dans un État », comme les Algériens se plaisent à le dire. Le groupe emploie 120 000 personnes pour un chiffre d'affaires de plus de 41 milliards de dollars. Ce gigantisme est loin d'effrayer ce sexagénaire diplômé en génie chimique et en pétrochimie, qui a fait l'essentiel de sa carrière dans la « maison ». Bien sûr, la bonne santé financière de l'Algérie autorise le patron à développer de multiples projets. Pas moins de 44 milliards de dollars seront investis au cours des cinq prochaines années dans le cadre de projets en Algérie. ? À l'étranger, Sonatrach vient d'annoncer la création, au Luxembourg, d'une société de réassurance spécialisée dans les risques industriels.

Hachemi Belhamdi **Groupe Mobilis**

Lorsqu'il a été propulsé en juin 2004 à la tête de Mobilis, l'opérateur historique des télécoms algériens, d'aucuns pensaient que Hachemi Belhamdi, 58 ans, n'allait pas rester longtemps dans cette entreprise publique moribonde qui ne comptait, à l'époque, que 250 000 abonnés. Trois ans plus tard, Mobilis

revendique 7 millions de clients et assure une couverture quasi totale de l'ensemble du territoire national. C'est que ce haut fonctionnaire à la moustache broussailleuse, plusieurs fois diplômé à l'étranger et élu meilleur manager de l'année en 2005, ne craint pas la concurrence impitoyable à laquelle se livrent les différents opérateurs téléphoniques en Algérie. « J'ai été nommé à la tête de Mobilis avec une mission claire : redresser l'entreprise dans tous les domaines et redonner à l'opérateur national sa place de leader sur le marché de la téléphonie mobile », nous confiait-il en septembre 2005. Pari réussi.

Slim Othmani **La Nouvelle Conserverie algérienne**

O n ne peut pas imaginer la table d'une famille algérienne sans une boîte qui ne soit sortie des usines de La Nouvelle Conserverie algérienne (NCA). Du jus de fruits aux conserves de tomate en passant par les confitures, La NCA, l'entreprise familiale des Othmani, est devenue incontournable en Algérie. La saga commence le 2 mai 1966 lorsque Salah Othmani, fils d'un exportateur d'ufs, met sur pied une fabrique spécialisée dans les conserves alimentaires. Quarante ans plus tard, sa petite entreprise exporte vers l'Afrique subsaharienne et l'Europe. Après avoir bourlingué quelques années au Canada, où il a exercé ses talents d'ingénieur informaticien, Slim Othmani, le fils de Salah, est rentré au bercail au milieu des années 1990. Il reprendra la direction de la Nouvelle Conserverie algérienne à la demande de son père, en 1999.

Business
10 août 2008 Jeune Afrique
Écrit par Muriel

Aucun dirigeant d'une entreprise du secteur public ne figure parmi notre sélection des personnalités les plus influentes de la sphère économique algérienne. Notre choix n'est pas seulement lié aux performances médiocres des sociétés étatiques et aux prestations contestées des administrateurs nommés par des holdings spécialisés pour gérer les capitaux marchands de l'État. Il veut aussi tenir compte de la diversité des secteurs d'activité et de l'ampleur des investissements de l'économie algérienne, ainsi que des ambitions affichées de certains chefs d'entreprise du pays. Nous avons donc privilégié une sélection de patrons dont les groupes innovent et contribuent à augmenter sensiblement la richesse du pays. Si la gent féminine y est rare, sa seule représentante fait partie des 25 femmes les plus influentes des milieux économiques arabes.

Abdelkader Taïeb Ezzraïmi
60 ans, PDG du groupe SIM

L'histoire de cet homme est une success story à l'américaine. En 1990, Ezzraïmi acquiert une parcelle de terre dans la Mitidja pour y installer une minoterie. « A l'époque, l'Algérie achetait du blé et le faisait moudre au Maroc. Je m'étais alors juré de remédier à cette situation », explique-t-il aujourd'hui. Dix-huit ans plus tard, la Semoulerie industrielle de la Mitidja (SIM) est devenue un groupe industriel qui pèse des centaines de millions d'euros. Deuxième producteur mondial de couscous après le français Ferrero, la SIM couvre les tiers des besoins de l'Algérie en farine et en semoule et exporte aux quatre coins du monde. A Blida, sa ville de prédilection, Ezzraïmi a multiplié les projets immobiliers et fait construire une maison d'accueil pour les femmes victimes du terrorisme.

Ali Haddad
42 ans, PDG du groupe ETRHB Haddad

C'est en 1987 qu'Ali Haddad a lancé son entreprise de travaux publics, alors qu'il venait tout juste de quitter l'université de Tizi-Ouzou, son diplôme d'architecte en poche. Vingt ans plus tard, il est le patron de l'un des plus importants groupes de BTP algériens. Grands travaux routiers, transports, hôtellerie : ETRHB emploie actuellement plus de 500 personnes et des milliers de saisonniers. Il réalise aussi un chiffre d'affaires de 100 millions d'euros par an et compte parmi ses partenaires les français Vinci et Alstom.

Arezki Idjerouidène
53 ans, patron d'Aigle Azur

Lorsqu'il quitte l'Algérie, en 1977, pour s'installer en France, ce jeune juriste était loin de se douter qu'il deviendrait, trois décennies plus tard, un influent patron. Il y est parvenu en lançant, en 1983, une société de services logistiques et de transit avant de racheter, en 2001, une compagnie aérienne moribonde : Aigle

Azur. Sept ans après ce coup de poker, ses avions desservent l'Europe, le Maghreb et l'Afrique subsaharienne

Djillali Mehri
70 ans, PDG du Groupe Mehri

Agroalimentaire, hôtellerie, informatique, audiovisuel : Djillali Mehri est un capitaine d'industrie qui brasse large. Natif de la ville d'El-Oued, dans le Sud algérien, il est aussi le partenaire du géant mondial de l'hôtellerie Accor pour la réalisation de 36 établissements Ibis dans plusieurs régions d'Algérie. Amateur d'art, possédant une prestigieuse collection de tableaux de maîtres orientalistes, Mehri partage sa vie entre sa résidence parisienne et son immense propriété à El-Oued.

Issad Rebrab
64 ans, président du conseil d'administration de Cevital

Il n'est pas peu fier quand il affirme que son groupe, Cevital, est la seule entreprise algérienne privée à disposer du crédit corporate, un statut qui lui permet d'accéder directement aux financements internationaux sans passer par la caution de l'État algérien. « Seul le groupe pétrolier public Sonatrach disposait de ce privilège », se réjouit-il. La réussite de cet ancien comptable tient à son redoutable sens des opportunités économiques. Cevital pèse désormais plusieurs milliards d'euros et domine la filière agroalimentaire algérienne. Issad Rebrab ambitionne un développement à l'international avec, entre autres, des projets industriels en Libye et en Arabie saoudite.

Réda Hamiani
61 ans, Patron des patrons

Le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE) est le descendant d'une famille miraculée de l'ère socialiste. À la tête d'une entreprise de textiles, les

Hamiani ont toujours su résister aux vagues de nationalisations qui ont régulièrement touché les unités industrielles privées lors des deux premières décennies de l'Algérie indépendante. Et c'est tant mieux : les produits Redman (contraction des prénoms Réda et Abderrahmane, deux membres de la fratrie) sont, en effet, particulièrement appréciés des Algériens et ont habillé des générations de cadres et de fonctionnaires. Le savoir-faire de Réda Hamiani lui a valu, en 1994, de devenir ministre des PME-PMI. À la tête du patronat depuis 2006, il participe à tous les débats portant sur l'avenir économique du pays.

Soraya et Abdelwahab Rahim 49 et 56 ans, investisseurs

Ils forment le couple le plus en vue du Tout-Alger. Propriétaires du prestigieux hôtel Hilton implanté à côté de l'aéroport international d'Alger, associés au géant de la grande distribution Carrefour à travers leur groupe Arcofina, ils ont construit une tour d'affaires dans la capitale. Un pôle qu'ils projettent de développer en y ajoutant un centre commercial de

standing, une marina, des espaces socioculturels, des parkings et un parc de loisirs. Abdelwahab est également propriétaire d'une florissante entreprise d'assurances (2A). Soraya figure parmi les 25 femmes les plus influentes du monde arabe, selon un classement établi en 2007 par le Financial Times.

Famille Hamoud Boualem Héritiers des limonades Boualem

Pour avoir su conserver le goût de leur boisson préférée et sauvegarder le label Boualem malgré les vicissitudes du temps et les crises à répétition, les Algériens sont pleins de reconnaissance à l'égard des héritiers de Hamoud Boualem, ce limonadier qui a créé, au début du siècle dernier, un soda qui porte son nom. Le breuvage, qui fait la fierté des Algériens, a réussi à résister aux bulles américaines Coca-Cola et Pepsi Cola, tandis que le groupe familial est parvenu, lui, jusqu'à présent, à échapper aux tentatives de rachat et à garder intact le secret de fabrication du breuvage qui a fait sa réputation.

Le P-DG du groupe SIM à l'IDRH: Les incohérences des politiques publiques et l'émergence d'un groupe privé

Ziad Salah

Le Quotidien d'Oran le 26 - 12 - 2010

Taieb Ezzraïmi, P-DG du groupe SIM, a été le sixième manager à exposer son itinéraire et sa trajectoire devant les étudiants de l'IDRH.

Son itinéraire se distingue, par rapport à ses prédécesseurs, par la jeunesse de son expérience, puisque son groupe remonte aux débuts des années 90. D'autre part, ce groupe, par un concours des circonstances, a bénéficié de la cession des entreprises publiques locales et d'autres avantages concédés par l'Etat aux opérateurs économiques qui avaient accepté de s'installer sur des zones à risque, durant la période du terrorisme. Donc, comparée à celle de Rouiba ou de Cevital ou de l'ENIE, la trajectoire de SIM est singulière. Cependant, M. Ezzraïmi a expliqué que son groupe est né dans des conditions de concurrence particulières, marquées par son existence en face de 112 unités de production de pâtes alimentaires appartenant au secteur public. Toutes ces unités ont disparu ou ont changé de propriétaire. C'est exactement à ce niveau que se situe le secret de la réussite de SIM qui, vingt ans après, s'est diversifié et est aujourd'hui composé de huit filiales.

Des marges de l'ordre de 34%

Les prix d'achat de la matière première (notamment le blé dur et le blé tendre) ont toujours été subventionnés, affirme-t-il. Par conséquent, ajoute-t-il, le prix de vente des produits finis (pâtes et farines) est administré. Comparativement aux entreprises publiques qui étaient pléthoriques d'une part et qui faisaient face à de lourdes charges, SIM, en optant pour une gestion plus rationnelle, avait réalisé des bénéfices énormes. **«Je réalisais des marges de l'ordre de 34%, ce qui me donnait l'impression de voler les gens», dira en substance M. Taieb. «Chaque mois nous recevions un bulletin du ministère du Commerce fixant le prix des ventes», souligne-t-il. Continuant sur sa lancée, il indiquera : «nous achetions le quintal de blé à 4,20 DA et nous vendions le quintal de semoule à 1.095 DA».**

Concernant le financement initial de son entreprise, le conférencier reconnaîtra qu'aux débuts des années 90, la Banque Mondiale s'était engagée à financer 10 minoteries à travers le territoire algérien à des taux bonifiés. Or, l'Etat algérien, dont le rôle consistait juste à piloter l'opération, n'a financé en fin de compte, que 4 et à des taux de 23%. En plus, uniquement une a démarré, souligne le patron de SIM.

Premier producteur de couscous sur le plan mondial

Le conférencier ne s'est pas trop étalé sur les difficultés rencontrées dans le processus de mise en place de son groupe. Mais il relatera comment il a été sollicité par les travailleurs de «La Source» (Mouzaïa) pour l'acquérir. L'opération lui a pris trois ans. En plus, «L'Etat a exigé le paiement cash et sans le concours bancaire». L'on apprendra que Mouzaïa qui fonctionnait avec une seule chaîne de production mobilise sept en ce moment et que son collectif de travailleurs est passé de 204 en 2005 à 875

actuellement. D'une manière globale, le groupe SIM a réalisé un chiffre d'affaires de 200 millions d'euros, l'année dernière. Il est le premier producteur de couscous sur le plan mondial et il exporte vers 29 pays. Cette réussite s'explique aussi, selon les propos du manager, par le caractère vierge du marché national. «Dans le Centre et l'Ouest, il y a uniquement une conserverie», lance-t-il. M. Ezzraïmi communiquera des chiffres se rapportant à l'évolution de la consommation des pâtes au Maghreb. En 2002, l'Algérien consommait 3 kg de semoule par an et en 2008 cette quantité a pratiquement triplé. Par contre, la consommation des pâtes du Tunisien a chuté de 17 à 16 kg par an durant la période considérée. Autrement dit, l'effritement du pouvoir d'achat des Algériens a bénéficié au groupe SIM qui détient 65% des parts du marché national des pâtes et couscous en Algérie.

Investissement dans les énergies renouvelables

De l'agroalimentaire, SIM attaque d'autres créneaux comme la Promotion immobilière et surtout les énergies renouvelables. Dans ce cadre, l'on apprendra que SIM est actionnaire dans le projet NIL qui doit mettre en fonction deux centrales électriques (éolienne et énergie solaire) installées à Timimoun et Méghaïer. Une de ces centrales rentrera en fonction la seconde semaine du mois de janvier prochain, révélera l'hôte de l'IDRH.

Lors des débats, le conférencier précisera que l'Etat algérien continue toujours à soutenir les prix du blé qui connaissent des fluctuations sur le marché international. Il ajoutera qu'actuellement l'Etat accorde des aides substantielles à la filière des cultures des céréales.

Cependant, il remarquera que cette politique manque d'homogénéité, puisque les bénéficiaires investissent ce créneau stratégique, sans la moindre concertation entre

eux. Par ailleurs, il indiquera qu'en 1986, l'Algérie a consommé pratiquement toutes ses semences de blé dit «Zenati», une espèce considérée comme la meilleure sur le plan mondial.

Il en reste une petite quantité dans un bocal dans la bourse de Chicago. Il a fallu une vingtaine d'années

pour produire cette espèce, désormais perdue à jamais.

NDLR [Il nous semble qu'il y a erreur concernant les semences de la variété Oued Zenati. L'ITGC possède une collection de céréales de même que l'INRA Montpellier]

CHAPITRE

SIM LA PERIODE DE L'EXPANSION

Algérie : reportage au coeur du groupe SIM

20 décembre 2013 Jeune Afrique

Par Ryadh Benlahrech

Dans la zone industrielle d'Aïn Romana, les usines de SIM tournent vingt-quatre heures sur vingt-quatre pour produire pâtes alimentaires et semoules. Reportage au coeur d'un empire en expansion.

Nous sommes au pied de l'Atlas blidéen, à une soixantaine de kilomètres au sud-ouest d'Alger. Dans la zone industrielle d'Aïn Romana, la présence de la Semoulerie industrielle de la Mitidja est imposante. Le long de la route sinueuse qui mène au bâtiment principal abritant les bureaux des cadres et des dirigeants, plusieurs édifices arborent avec une certaine fierté les trois lettres – jaunes sur fond bleu – qui résument le groupe agro-industriel : S-I-M. Après un passage obligatoire au poste de sécurité où les gardes guettent le moindre intrus, l'autorisation est accordée à Jeune Afrique de pénétrer sur le site.

Aujourd'hui numéro un algérien de la production de pâtes alimentaires et de couscous, le groupe SIM est né sous la forme d'une simple société à responsabilité limitée en 1990. « Au départ, nous étions 37 entrepreneurs dans cette zone, se souvient Abdelkader Taïeb Ezzraïmi, son fondateur et PDG. Mais les événements terroristes de la décennie noire SIM infoont fait fuir tout le monde. Je suis le seul à être resté, car je ne pouvais pas déplacer mon moulin et j'avais un crédit trop important à rembourser. » Composé de cinq filiales actives dans différents secteurs (meunerie, pâtes alimentaires, boissons, conserves, santé, construction...), SIM emploie plus de 4 700 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de 250 millions d'euros en 2012 (+ 10 % sur un an).

Vacarme

Les huit usines du groupe tournent vingt-quatre heures sur vingt-quatre pendant toute l'année – sauf lors de l'entretien annuel des machines. Dans l'une d'elles, que nous avons pu visiter, l'odeur de blé est saisissante, le vacarme des machines dernier cri est assourdissant et la cadence des lignes produisant d'un côté les pâtes et de l'autre le couscous est impressionnante. Au total,

environ 700 tonnes de ces deux produits sortent quotidiennement des sites de SIM. Une partie du blé est fournie par l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), un organisme étatique (le blé est fortement subventionné par l'État), tandis que l'autre est importée.

« Ici, la production est totalement intégrée : du blé à l'emballage », précise un employé de l'usine. Le blé dur stocké dans les silos est automatiquement acheminé dans les moulins pour être transformé en semoule. Ensuite, un doseur réceptionne celle-ci pour la pétrir à l'aide d'un malaxeur. Après l'élimination de l'air, suivie du séchage à très haute température et du refroidissement, le produit est prêt pour le conditionnement automatique. « Avec un minimum d'interventions humaines, il n'y a pas de problème d'hygiène. Il faut moins d'une heure pour que la semoule passe de la transformation au conditionnement », poursuit notre employé.

Depuis l'année dernière, le groupe tente de se placer un peu plus en amont de la chaîne de production. Il a ainsi obtenu une concession pour l'exploitation d'une surface de 5 000 ha de terres arables destinées entre autres à la production de blé. Plus récemment, en octobre, il a signé un partenariat public-privé dans l'agriculture en prenant une participation de 66 % dans une ferme étatique de plus de 500 ha, à Aïn Defla (145 km au sud-ouest d'Alger). L'objectif est de sécuriser ses approvisionnements, notamment en tomates et en fruits.

Dans son coeur de métier traditionnel, les pâtes alimentaires et les semoules, SIM détient une part de près de 30 %. Jusqu'en 2000, la concurrence ne provenait que des moulins publics. Bien que les entreprises privées se soient développées en Algérie au cours de la dernière décennie, son statut de leader n'a jamais été remis en cause. Le groupe est toujours devant des acteurs tels que Metidji, Nedjma Semoule ou Mahbouba. « La concurrence n'a jamais été un

problème et il y a de la place pour tout le monde, assure Abdelkader Taïeb Ezzraïmi. Chacun a son ancienneté, ses produits et sa spécialité. Dans notre domaine, nous sommes les meilleurs. »

Sûr de sa force, le patron projette d'augmenter ses capacités de production pour répondre à la forte demande algérienne. Pour ce faire, deux lignes supplémentaires de pâtes alimentaires ont été récemment installées à Aïn Romana. Un autre investissement de 670 millions de dinars (environ 6 millions d'euros) est en cours dans la zone industrielle d'Aïn Defla. Mais le véritable challenge du groupe SIM est d'augmenter ses revenus à l'exportation. En 2012, ceux-ci ne se sont élevés qu'à 3,5 millions d'euros, soit 1,4 % du chiffre d'affaires. Ils devraient plus que doubler pour atteindre 8,5 millions d'euros en 2013. Actuellement, le groupe exporte dans plus d'une vingtaine de pays : en Europe, en Afrique subsaharienne et même en Amérique.

Tuyaux

Pour maintenir sa croissance, SIM a plusieurs projets dans les tuyaux. Depuis près d'un an, il est en discussion avancée avec le français Sofiprotéol afin de conclure un partenariat industriel d'envergure en Algérie. Les négociations devraient aboutir très prochainement. Il faut dire que les deux partenaires travaillent déjà ensemble. En avril, SIM s'est associé à Sanders (une filiale de Sofiprotéol) dans l'alimentation de bétail, à travers une coentreprise détenue à 51 % par le groupe algérien. La production devrait commencer l'an prochain, avec un objectif de 70 000 t par an, avant une montée en puissance progressive les années suivantes.

Cette stratégie de diversification habilement menée depuis les années 2000 semble porter ses fruits. Lancée en 2005, Aquasim, la filiale de SIM spécialisée dans la production de boissons gazeuses, de jus et de conserves, a ainsi contribué à plus de 10 % de son chiffre d'affaires l'an dernier.

CHAPITRE

SIM ET LA COOPERATION INTERNATIONALE

Algérie : du grain à moudre pour Ezzraïmi

09 juin 2011 Jeune Afrique

Par Jean-Michel Meyer

À 67 ans, le fondateur de la Semoulerie industrielle de la Mitidja, Abdelkader Taïeb Ezzraïmi, multiplie les annonces d'investissements. Notamment dans les énergies renouvelables.

Le patron de la Semoulerie industrielle de la Mitidja (SIM) changerait-il de stratégie ? À la tête d'un des plus importants groupes privés algériens, Abdelkader Taïeb Ezzraïmi est monté au créneau à plusieurs reprises ces derniers temps. Le 12 mai, l'homme de la plaine de la Mitidja, né à Blida (sud-ouest d'Alger) en 1944, recevait sur ses terres l'ambassadeur de France en Algérie, Xavier Driencourt.

Autodidacte, fortement attaché à son pays l'Algérie, très impliqué localement et finançant des œuvres sociales et caritatives, Abdelkader Taïeb Ezzraïmi s'est formé grâce à des cours par correspondance, notamment auprès de l'Institut national de la productivité et du développement industriel (Inped). Après un passage dans l'administration (ministère de l'Habitat), il a coiffé la casquette de chef d'entreprise le 4 novembre 1990. Profitant de la libéralisation du marché de la meunerie, il reprend une minoterie-semoulerie. Aujourd'hui, sa semoule est exportée dans vingt-neuf pays.

Énergies renouvelables

La SIM emploie 4 200 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de 200 millions d'euros en 2010, avec une croissance de 12 % à 18 % par an, selon son fondateur. Mis à part les pâtes alimentaires et la semoule, le groupe est présent dans les eaux minérales et gazeuses

(Mouzaïa, Ben Haroun), la promotion immobilière (construction de bureaux, de parkings, de complexes sportifs...), la santé (une clinique), la formation et les loisirs.

Convaincu de l'importance des énergies renouvelables, Abdelkader Taïeb Ezzraïmi a annoncé deux projets d'investissements, dans le solaire et l'éolien. Mais il n'en oublie pas pour autant son premier métier. Le 21 mai, il signait un accord avec Éric Philippe, directeur général du groupe alimentaire français Glon Sanders, pour la construction, en septembre, d'une usine de fabrication de 100 000 tonnes d'alimentation pour le bétail. À 67 ans, le patron du groupe SIM ne lève pas le pied. Il vient d'annoncer des investissements dans la culture de céréales, l'agro-industrie, la production de lait, l'industrie pharmaceutique...

Jean-Michel Meyer

Sofiproteol et SIM Algérie vont ouvrir trois usines de production d'aliments pour le bétail

27 février 2014 Jeune Afrique

Glon Sanders, filiale du français Sofiprotéol, et le groupe SIM Algérie vont ouvrir trois usines de fabrication d'aliments de bétail en Algérie. Chaque installation disposera d'une capacité de production de 100 000 tonnes par an. La première, localisée dans la wilaya d'Aïn Delfa, devrait démarrer ses activités en septembre 2014.

Le groupe agro-industriel SIM Algérie, en partenariat avec le groupe Glon Sanders, filiale du français Sofiprotéol, va ouvrir trois usines de fabrication

d'aliments de bétail en Algérie, au cours des trois prochaines années. « Chacune de ces trois usines analogues disposera d'une capacité de production de

100 000 tonnes par an », explique Abdelkader Taïeb Ezzraïmi, le PDG de SIM Algérie, contacté par Jeune Afrique.

La première de ces usines, installée dans la wilaya d'Ain Delfa, dont les travaux ont commencé il y a près d'un an devrait démarrer ses activités en septembre prochain explique l'industriel algérien. Les deux autres, localisées dans les wilayas d'Oran et de Sétif, devraient voir le jour fin 2015 et fin 2016 respectivement.

Partenariats

De passage à Paris, dans le cadre du salon international de l'agriculture, s'est félicité de l'accueil reçu par la délégation algérienne. « Il y a eu cette année beaucoup de contacts avec les partenaires français. Il y a un vrai enthousiasme et une vraie volonté de leur part de

s'installer chez nous », souligne-t-il.

Lire aussi :

Algérie : reportage au coeur du groupe SIM

Algérie : le groupe SIM se lance dans la culture

Interrogé sur l'impact éventuel de la règle d'investissement du 49/51 sur la concrétisation de ces projets, le PDG de SIM Algérie s'étonne : « Il n'y a que les médias qui reviennent constamment sur ce point. C'est un faux problème. La loi existe depuis cinq ans et elle fonctionne. Les opérateurs économiques n'en parlent même pas. »

Faisant ainsi écho à Xavier Beulin, le président de Sofiprotéol, qui a indiqué à l'agence de presse algérienne APS que cette règle « n'[avait] pas posé de problème pour faire aboutir son projet de partenariat. »

PARTENARIAT NORD-SUD
Le P-DG du groupe SIM Algérie sceptique
Jeudi 27 Fevrier 2014

Intervenant lors du Salon international de l'agriculture (SIA) qui se tient à Paris, M.Ezzraïmi a plaidé en faveur d'un partenariat équilibré.

Abdelkader Taïeb Ezzraïmi, président-directeur général du Groupe SIM Algérie, a déploré avant-hier soir qu'«aucune avancée tangible» n'ait été constatée dans le partenariat entre les pays des deux rives de la Méditerranée dans le secteur de l'agriculture, et pour lequel l'Union pour la Méditerranée (Upm) s'était pourtant engagée. Intervenant lors du Salon international de l'agriculture (SIA) qui se tient dans la capitale française, le P-DG du groupe SIM a plaidé dans sa communication intitulée «Produire ensemble en Méditerranée» en faveur d'un «partenariat équilibré» entre le Nord et le Sud de la Méditerranée permettant aux pays du Sud de sortir de leur «position subalterne», et donner à leurs entreprises la possibilité de pouvoir s'implanter et se développer en Europe.

Evoquant le cas de l'Algérie et citant particulièrement le secteur de l'agroalimentaire, Abdelkader Taïeb Ezzraïmi a jugé que toutes les initiatives à prendre pour «produire ensemble en Méditerranée» devaient cadrer avec les objectifs des différents programmes de renouveau agricole et rural pensée par l'Algérie pour améliorer sa souveraineté alimentaire, en développant la production en volume et en qualité. Il a dans ce cadre cité une série de perspectives à prévoir dans ce sens dont le programme d'intensification céréalière, de la production de la pomme de terre, de la tomate industrielle, et le développement de la production nationale de lait cru.

Le P-DG de SIM, a indiqué ainsi que la céréaliculture en Algérie est entièrement conduite en système pluvial et demeure de ce fait dépendante des conditions agroclimatiques menaçant ainsi la production céréalière et par conséquent la sécurité alimentaire nationale. Il a estimé alors qu'afin de sécuriser la production quelles que soient les conditions climatiques, le recours à la céréaliculture irriguée pour sécuriser un niveau stratégique de production est

«nécessaire», parallèlement à l'amélioration des performances techniques, soulignant qu'il s'agit là d'un axe sur lequel un partenariat «stratégique» devait s'articuler.

Le P-DG de SIM Algérie a indiqué alors qu'à l'horizon 2025, la demande de tous blés confondus, pour une population nationale estimée à 46 millions d'habitants, devrait atteindre 8,16 millions de tonnes dont 3,38 millions de tonnes de blé dur et 4,78 millions de tonnes de blé tendre. La production moyenne entre 2000 et 2012 a été de 2 184 820 tonnes avec une forte tendance à la hausse (+13%/an) depuis 2008, a-t-il également indiqué, relevant que ce sont là des résultats «probants des efforts consentis par les pouvoirs publics en direction de la filière, mais qui restent cependant insuffisants». Abdelkader Taïeb Ezzraïmi a dans ce contexte plaidé en faveur d'une série de mesures à prendre dans le cadre d'un partenariat en mesure de développer le poids de l'offre locale.

Parmi ces mesures, il a cité l'accroissement des superficies dédiées à la culture du blé tendre, ainsi que le rendement concernant cette filière, ajoutant qu'il en est de même pour le blé dur. Il a également proposé dans le cadre de ce partenariat, l'introduction de variétés mieux adaptées aux différentes zones agroclimatiques, la modernisation des équipements agricoles et le renforcement des capacités de production de semences.

Le P-DG du groupe SIM Algérie, fait partie de la délégation qui accompagne le ministre de l'Agriculture et du Développement rural Abdelwahab Nouri qui effectue une visite de travail de deux jours en France, à l'invitation de son homologue français Stéphane Le Foll et à la faveur de laquelle il a visité le Salon international de l'agriculture.

Inauguration de l'usine d'alimentation animale SIM/SANDERS [ar]

Discours de M. Bernard EMIÉ Ambassadeur de France en Algérie

Inauguration de l'usine d'alimentation animale SIM/SANDERS

Aïn Defla, mardi 20 octobre 2015

Monsieur le Wali,
Monsieur le Président de l'Assemblée Populaire de la Wilaya,
Monsieur le représentant du Ministre de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche,
Monsieur le Président-directeur général du groupe SIM, cher Abdelkader,
Monsieur le Directeur général, Monsieur le Secrétaire général du groupe AVRIL,
Mesdames et messieurs,

C'est un très grand plaisir pour moi d'être parmi vous ce matin pour inaugurer cette usine d'alimentation pour bétail, tellement emblématique d'un partenariat économique bilatéral d'exception. Ce projet, dont je félicite tous ceux qui ont permis sa réalisation, est majeur pour nos deux pays. Il est majeur pour la confiance qui existe entre nous. Il est majeur pour l'agriculture algérienne. Il est majeur pour le partenariat économique et agricole algéro-français. Laissez-moi vous confirmer qu'il sera évoqué par les ministres français et algériens des Affaires étrangères, de l'Industrie et de l'Economie lors du prochain Comité mixte économique franco-algérien, le COMEFA, qui va se tenir à Paris le 26 octobre prochain, dans quelques jours, et qui célébrera les avancées de notre partenariat dans tous les domaines.

Car la relation algéro-française est une relation de partenariat « gagnant-gagnant » dynamique, efficace, productive, en initiative qui produit des résultats, et cette dynamique doit exister, toujours davantage aussi, dans les secteurs agricole et agro-alimentaire. A l'image d'ailleurs de la relation si attentive que porte notre gouvernement et notre ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, Stéphane Le Foll, qui s'est rendu à de nombreuses reprises dans votre pays et qui a accueilli M. Nouri et je l'espère bientôt M. Ferroukhi en France pour accompagner vos ambitions et répondre à vos sollicitations. Car l'Algérie a en effet élaboré des plans ambitieux de développement pour sa filière animale, dans le domaine du lait, des viandes rouges, des viandes blanches, et cette ambition politique a fait émerger une très forte demande algérienne en équipement pour les élevages, en production d'aliments pour le bétail, mais également des besoins dans les secteurs industriels de

la viande et du lait.

Ce secteur de l'élevage va occuper une place très importante dans la politique agricole algérienne dans les prochaines années. La capacité de l'Algérie à atteindre son autosuffisance dans ce secteur est naturellement pour elle une priorité absolue compte tenu des enjeux de sécurité alimentaire régionaux et dans le contexte plus global de demande croissante et de changement climatique que vous connaissez. Cette question de l'impact du changement climatique sur la sécurité alimentaire sera d'ailleurs l'un des points d'ancrage de la réflexion menée dans le cadre de la COP 21 qui se tiendra en décembre prochain à Paris et pour laquelle l'Algérie nous apporte tout son soutien ré-exprimé par les plus hautes autorités de l'Etat auprès de Mme Ségolène Royal le 3 octobre dernier.

L'alimentation du bétail constitue donc, avec l'irrigation, l'un des enjeux majeurs pour le développement de l'élevage en Algérie. L'Algérie est immense ! La zone sahélienne occupe 84% de ce magnifique pays. Mais la surface cultivée ne dépasserait pas 4 % du territoire. La production agricole fluctue régulièrement en fonction de la sécheresse. Ces dernières années, l'intensification des plantations fourragères a certes permis d'améliorer les rendements, mais le déficit persiste et pèse toujours sur la productivité de l'élevage. Cela se traduit par un recours encore trop massif aux importations de matières premières et de produits d'origine animale (viande rouge, lait).

Or le développement de l'élevage à long terme et la baisse des importations dépendront en grande partie de la maîtrise de l'offre locale en alimentation animale ! La production fourragère, insuffisante, doit donc être complétée par des céréales ou par des aliments composés eux même importés.

Notre coopération dans le dossier des céréales est majeure et je veux citer également le grand projet céréalier algéro-français, qui comporte un volet « fourrages » dans le sud du pays.

L'usine moderne que nous inaugurons aujourd'hui est la parfaite illustration que le train est en marche et que

la France est à vos côtés. Les groupes SIM et AVRIL ont réussi à faire aboutir un projet industriel structurant d'une grande modernité. Structurant pour les filières animales en ce sens qu'il permettra à terme de contractualiser avec les agriculteurs désireux de fournir une matière première locale et renforcer ainsi le secteur amont de la filière.

Ce projet permet sur le plan économique de créer une capacité locale de production en matière d'alimentation animale, au plus près du marché et des besoins des éleveurs, et dans des conditions qui permettent d'améliorer l'ensemble des processus de production de la filière, et in fine la qualité du produit servi au consommateur algérien.

Je suis profondément convaincu du rôle que doivent jouer les opérateurs privés de part et d'autre pour relever les défis de la professionnalisation et de la modernisation de ce secteur prioritaire.

Notre partenariat dans le domaine de l'agriculture et de l'agroalimentaire déjà très engagé doit aller bien au-

delà ! La France, grand pays agricole d'Europe, doit contribuer par son savoir-faire à la dynamisation du secteur en étant force de proposition, dans le domaine de l'élevage, où nous espérons que ce partenariat pourra prospérer et étendre ses effets modernisateurs sur l'ensemble de la filière.

Mais cela vaut aussi dans d'autres secteurs, comme celui des céréales par exemple. Se tient ainsi aujourd'hui même à Alger le grand séminaire annuel tenu par France Export Céréales, dont je tiens à rappeler les activités en matière de coopération et d'appui à la modernisation du secteur céréalière en Algérie.

Prenons exemple sur ce partenariat exemplaire entre SIM et AVRIL, deux grands opérateurs privés et reproduisons ce modèle aussi souvent que possible dans le secteur agricole, si prioritaire pour l'Algérie ! Les entreprises françaises seront au rendez-vous, car c'est sur elles d'abord que repose sur le long terme la réussite de notre partenariat.

Je vous remercie.

Groupe privé SIM L'un des leaders de la transformation des céréales en Algérie

mercredi 15 octobre 2014

L'une des recettes du succès du groupe est le réinvestissement systématique des bénéfices. Le groupe Sim est l'un des leaders de l'industrie de transformation des céréales. Il compte cinq filiales, la principale est spécialisée dans l'agroalimentaire. "Elle dispose de cinq semouleries, 3 minoteries, deux unités de pâtes courtes et deux unités de pâtes longues, quatre unités de couscous et une unité de fabrication d'aliments du bétail.

Ce complexe industriel, situé à Aïn Romana, dans la wilaya de Blida, s'étend sur une superficie de 90 000 m². Les capacités globales de ces entités industrielles sont : minoterie-semoulerie 2000 t/j, pâtes alimentaires 300 t/, couscous 115 t/j, aliments 220 t/j."

Le P-DG de Sim, Abdelkader Taieb Ezzraïmi, est derrière l'ascension du groupe. A la faveur de l'ouverture de l'économie nationale, il a mis en service, en 1994, "le premier moulin privé dont la capacité de trituration était de 150 t/j. Cette ambition industrielle tient au fait que le patron de Sim évoluait dans une famille dont les grands-parents exportaient déjà entre 1920 et 1950 du géranium à destination de la Grande-Bretagne. Il a ciblé des produits agroalimentaires de première nécessité que sont la semoule, la farine et les pâtes, principaux aliments consommés aussi bien par la population urbaine que rurale, estimée entre 200 et 220 kg/habitant".

Progressivement, Sim a développé son outil de production, qui est devenu aujourd'hui l'un des plus importants du pays. Des recettes du patron de Sim sont derrière l'émergence du groupe comme l'une des premières sociétés agroalimentaires du pays : "Le réinvestissement systématique des bénéfices d'exercice en exercice ; la restructuration de l'entreprise familiale en société par actions ; la régularité et la constance de

la qualité des produits et leur performance qualitative grâce à l'acquisition d'équipements intégrant des processus à la pointe technologique, la formation continue des cadres tant pour l'aspect technique que managérial."

Après s'être imposé dans le domaine agroalimentaire, Sim a cherché à diversifier ses activités. Des investissements ont été réalisés dans le secteur de la santé, de la promotion immobilière, l'énergie.

Dans le cadre de la vague des privatisations des années 2000, Sim a acquis les eaux minérales Ben Haroun et Mouzaïa. Sim a non seulement maintenu le personnel, mais investi pour augmenter les capacités de production.

Ces dernières années, le groupe Sim a multiplié ses investissements dans l'agroalimentaire. En partenariat avec le français Sanders, il réalise une unité d'aliments du bétail à Aïn Defla d'une capacité de 100 000 t/an. Le plus récent investissement est la réalisation à Aïn Defla d'une unité de production de viandes blanches (de l'œuf à la barquette) qui couvrira 20% de la demande nationale. Dans un souci d'intégration industrielle, le groupe Sim a également acquis en concession des milliers d'hectares de terres agricoles dans les hauts plateaux

Source: Liberté

SIM ET L'INTEGRATION VERTICALE

Algérie : le groupe SIM se lance dans la culture

20 novembre 2012

Par Nicolas Teisserenc J.A

Abdelkader Taïeb Ezzraïmi, PDG du groupe SIM, se lance dans la culture de blé et d'olives pour alimenter ses unités de production algériennes... avant de se lancer en Afrique subsaharienne.

Cela faisait plusieurs années qu'Abdelkader Taïeb Ezzraïmi, PDG de la Semoulerie industrielle de la Mitidja (groupe SIM), l'un des plus importants groupes privés du pays, attendait que le gouvernement libère les investissements fonciers agricoles en Algérie. À peine la loi a-t-elle évolué, en 2012, qu'il s'est porté acquéreur d'une concession à long terme de 5000 hectares de terres arables sur lesquelles il entend cultiver de manière intensive 3000 hectares de blé de haute qualité, destiné à l'exportation, 1000 hectares d'oliviers, pour la production d'huile d'olive, et 1000 hectares de plantations diverses. L'investissement nécessaire, compris entre 100 et 120 millions d'euros, étalé sur cinq ans, sera financé avec ses propres ressources, mais aussi avec l'aide de l'État. En effet, ce dernier a mis en place un cadre incitatif basé sur des exonérations d'impôt et des crédits à taux 0 pour l'achat de machinerie et de matériel d'irrigation.

Lire aussi :

Algérie : du grain à moudre pour Ezzraïmi

Patronat algérien : « Nos attentes sont énormes »

Exportations et régulations

À terme, Abdelkader Taïeb Ezzraïmi compte notamment alimenter partiellement ses sites de

production de semoule, de farine et de pâtes alimentaires et de couscous, respectivement d'une capacité de 2 500 et 680 tonnes par jour. Le reste des matières premières est importé. En 2012, SIM a aussi acquis une conserverie dans le cadre d'un plan de privatisation. Grâce à cette installation, il pourra traiter la production d'huile d'olive et de tomates issues de ses 2000 hectares de plantations. Ces produits seront ensuite exportés vers les 29 marchés étrangers sur lesquels il est déjà présent.

Abdelkader Taïeb Ezzraïmi regarde aussi au sud du Sahara. « Nous nous préparons en amont de la législation et, dès que l'État nous y autorise, nous passons à l'acte », explique ce chef d'entreprise, interrogé dans le cadre du Africa CEO Forum qui se tient les 20 et 21 novembre. Il semble très bien s'accommoder des réglementations qui font pourtant souvent l'objet de vives critiques de la part du patronat algérien. Selon lui, les règles qui l'empêchent pour le moment **d'investir hors des frontières nationales** sont en train de changer. Il n'attend plus que le feu vert du gouvernement pour se lancer...

Le groupe SIM emploie 4 200 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de 200 millions d'euros en 2010.

Contribution

« Le développement du secteur agricole et agroalimentaire est un enjeu majeur pour l'Algérie »

Par Abdelkader TAIEB EZZRAIMI, El-Djazaiercom.dz

Dans un contexte marqué par l'explosion de la demande mondiale en produits alimentaires, le tassement de leur disponibilité, ainsi que la substantielle augmentation de leurs prix, quelle place a donné l'Algérie au secteur de l'agro-alimentaire entendu au sens large (production agricole, transformation et production alimentaire, production d'équipements industriels,) dans sa stratégie de développement socioéconomique.

C'est sur la base de ce contexte que l'Algérie a accordé une priorité absolue à tous les pans de l'économie nationale qui ont quelque lien avec ce secteur qui recèle un potentiel endogène pour réaliser une croissance à deux chiffres tout en ayant vocation à devenir structurant pour l'économie algérienne. Bien plus, la problématique lui est posée en termes de souveraineté alimentaire puisqu'elle est aujourd'hui l'un des plus gros importateurs africains de denrées alimentaires.

En 2012, près de 20 % des importations algériennes ont été des biens alimentaires.

Le gros de ces importations est constitué par les céréales, les poudres de lait, les sucres roux, les huiles brutes, les viandes, les légumes secs, et beaucoup d'autres produits alimentaires manufacturés. Tous ces produits sont destinés pour les uns à alimenter l'industrie de transformation (céréales, poudres de lait, sucres roux, et huiles brutes), et pour les autres à la consommation directe (viandes, légumes secs et autres produits alimentaire manufacturés).

Les montants de ces importations ne cessent d'alourdir dangereusement la facture alimentaire de l'Algérie et de la mettre en situation de vulnérabilité.

L'insuffisance de la production agricole algérienne, conjuguée à une demande croissante en produits alimentaires, induite par une amélioration substantielle du niveau de vie des Algériens, font que l'Algérie est devenue un pays structurellement importateur et donc fortement dépendant. Ainsi sa souveraineté alimentaire se trouve affectée et pour cela, elle a décidé d'agir pour inverser le cours des choses.

Dans ce contexte, ce qui ressort de toutes les analyses lucides et citoyennes, la solution se situe dans l'amélioration rapide et substantielle de la performance de l'amont agricole. C'est également la profonde conviction du groupe SIM qui détient une expertise avérée construite au cours de trois décennies durant lesquelles il a eu à lancer et à manager avec succès de nombreux projets agroalimentaires.

Certes l'agriculture algérienne a enregistré une amélioration certaine depuis le PNDRA (Plan national de développement et de renouveau agricole), mais elle demeure encore loin de satisfaire tous les besoins alimentaires du pays.

Ainsi, le développement du secteur agricole et agroalimentaire s'avère un enjeu majeur pour l'Algérie au niveau économique, politique et social. Si nous prenons comme exemple les céréales, l'Algérie est l'un des plus grands pays consommateurs au monde.

La demande nationale n'est couverte en moyenne qu'à hauteur de 29 % par la production locale.

La céréaliculture en Algérie se caractérise par une petite taille des exploitations agricoles, des rendements et une productivité insatisfaisants, une forte dépendance à la pluviométrie et aux aléas climatiques, une place trop grande laissée à la jachère, un manque de maîtrise de la semence, ainsi qu'une insuffisance dans le conseil et l'accompagnement technique des exploitants.

Ainsi, et concernant ce segment des céréales, les actions à entreprendre cibleraient non seulement la filière elle-même avec pour objectif d'en augmenter sensiblement la performance, mais également une large palette de produits alimentaires dont la disponibilité dans le cours terme, à prix attractif, concourrait au réaménagement des habitudes de consommation des Algériens et entraînerait inmanquablement une baisse de la demande sur les produits issus de la transformation des céréales, et plus particulièrement sur le pain, pour lequel, selon la FAO, les Algériens occupent la première place dans le monde avec tout ce que cela induit comme déséquilibre nutritionnel.

A l'horizon 2025, la demande tous blés confondus, pour une population estimée à 46 millions d'habitants, devrait atteindre 8,16 millions de tonnes dont 3,38 millions de tonnes de blé dur et 4,78 millions de tonnes de blé tendre.

Par rapport à l'offre actuelle locale, il convient de noter que la production de blé est présente dans tous les étages bioclimatiques du pays, y compris en zone saharienne (un espace bio à valoriser et au niveau duquel la pollution est totalement inexistante).

La production moyenne entre 2000 et 2012 a été de 2 184 820 tonnes avec une forte tendance à la hausse (+ 13 % / an) depuis 2008. Ce sont là les résultats probants des efforts consentis par les pouvoirs publics en direction de la filière.

Pour inverser sensiblement le poids de l'offre locale par rapport à l'importation, plusieurs actions

d'envergure sont à mener et dont les plus importantes me paraissent être :

-Accroissement des superficies dédiées à la culture de blé tendre.

-Accroissement des rendements concernant le blé tendre.

-Accroissement des rendements concernant le blé dur.

-Accroissement de la fertilisation de fond et de couverture.

-Accroissement de la superficie irriguée.

Insertion de la sole de blé dans un système de production permettant l'amélioration de la qualité des sols (blés-légumineuses-fourrages-oléagineux) et ce pour ne laisser qu'une faible place à la jachère.

-Systématisation des analyses de sols préalables aux emblavements.

-Introduction de variétés mieux adaptées aux différentes zones agro-climatiques.

-Modernisation des équipements agricoles (tracteurs, moissonneuses batteuses, kit d'irrigation).

-Renforcement des capacités de stockage.

-Renforcement des capacités de production de semences.

-Renforcement du conseil et de l'accompagnement technique des exploitants.

Pour information concernant la taille des exploitations, sur le million d'exploitations céréalières existantes, 60 % sont d'une taille moyenne de 7 hectares. Conscient de ce handicap au développement de la productivité, les pouvoirs publics algériens ont prévu des incitations au remboursement des exploitations à travers la loi d'orientation agricole de 2008.

Voilà un peu le contexte dans lequel se trouve le secteur des céréales en Algérie ainsi que les perspectives de son développement pour le renforcement de la souveraineté alimentaire.

Dans ce cadre, une très large place est laissée au partenariat international qui détient un savoir-faire et des expertises multidimensionnelles dans les différents domaines sus-cités.

Ce sont là aussi les conclusions que le groupe SIM a parfaitement intégrées tout en comprenant que les solutions aux problèmes que rencontre l'Algérie pour consolider son décolllement économique ne doivent pas être recherchées dans l'autarcie algéro-algérienne.

Cette approche laisse une large place à une collaboration fructueuse entre les compétences techniques et managériales algériennes et leurs homologues étrangères et ce, dans le cadre de partenariats gagnant-gagnant visant le transfert de tous les savoir-faire qui permettraient à l'Algérie d'améliorer significativement les performances de son système agroalimentaire et subséquemment de renforcer sa souveraineté alimentaire.

Par rapport au groupe SIM, et en termes d'agréats

financiers, chiffres audités en 2012, le groupe industriel possède un patrimoine de 15,6 milliards de dinars (151 millions d'euros) avec des fonds propres de 9,3 milliards de dinars (90 millions d'euros).

Il a réalisé un chiffre d'affaires de 16 milliards de dinars équivalent à 156 millions d'euros et un bénéfice net consolidé de 542 millions (5 millions d'euros).

Il œuvre dans le secteur agro industriel, dans celui de l'agriculture, et dans celui des services et emploie un effectif permanent de 2200 personnes.

Ses infrastructures sont déployées au niveau des quatre coins du territoire algérien. Il dispose également de plusieurs sites en réserve pour son développement à l'international.

En matière de distribution et de commercialisation et en plus du marché algérien, il exporte dans une trentaine de pays (Europe, Afrique, Amérique, Asie).

Par rapport au partenariat, ses convictions sont établies depuis sa création. En plus de son engagement depuis plus d'une décennie dans un partenariat algéro-algérien public-privé avec Sonatrach, Sonelgaz, dans l'Entreprise NEAL qui œuvre dans le développement des énergies nouvelles et renouvelables, le groupe SIM a conclu deux autres partenariats.

Le premier avec la firme italienne Ocrim à travers la création de la Société Ocrim Algérie qui œuvre dans le domaine de l'accompagnement technique des meuniers ainsi que de la commercialisation des équipements de meunerie.

Le second avec la firme Sanders à travers la création de la Société SIM Sanders qui œuvre dans le domaine de la production d'aliments du bétail bovin, ovin et volaille.

Toujours dans le volet du partenariat international, le groupe SIM a plusieurs projets en maturation et pour lesquels il est à la recherche de partenaires.

Un projet de création d'une société de services agricoles d'envergure nationale et pouvant développer une très large palette de services aux exploitants avec comme bassin clientèle toutes les petites exploitations agricoles du pays.

Un projet de création d'une société de production d'huile d'olive.

Un projet de création d'une société de production de lait pasteurisé en pack longue durée.

Un projet de création d'une société d'élevage bovins / ovins et de production de viandes rouges

Un projet de création d'une société de production de volaille et de production de viandes blanches (de l'œuf à la barquette de poulet).

Un projet de création d'une société de production d'emballage papier, carton et flexible.

Pour tous ces projets, le groupe SIM est tout à fait disposé à prendre langue avec tous ceux qui détiennent

le savoir-faire et qui ont la volonté de participer au développement de l'Algérie et de pénétrer son marché avec toutes les chances d'y gagner.

A. T. E.

* Communication de Taieb Ezzraïmi au Forum EMCC ((Euro-Mediterranean Competitiveness Confederation) de Paris, 5 décembre 2013.

CHAPITRE

LE GROUPE LaBELLE.DZ

Groupe LaBelle.DZ consulté le 3.02.2016

Histoire

[Un autre groupe agro-alimentaire développe des partenariats avec des groupes étrangers. Nous y reviendrons. D. BELAID 17.06.2016]

Le groupe LaBelle est un groupe alimentaire à caractère familial. L'entreprise a débuté il y a une quinzaine d'années dans le négoce international de denrées alimentaires (margarine, sucre, légumes secs,...) et a ensuite acquis une position de premier plan avec près de 35% de la demande nationale.

Avec la libération de l'économie nationale et conscient des enjeux économiques au plan mondial, le groupe s'est reconverti en entreprise industrielle agroalimentaire, en réalisant des usines modernes et performantes. Après des études d'opportunités menées il y a 15 ans, différentes unités ont vu le jour sur le site de Ouled Moussa (wilaya de Boumerdes à 35 Km d'Alger) : une minoterie d'une capacité de 500T /jour, une semoulerie 200T/jour, une couscousserie de 25T/jour et une usine de torréfaction 30T/jour. En 2003 et 2004, le groupe a construit une unité de production de margarine de 120T/jour à Dar El Beida Alger. Cette unité comporte une annexe où sont fabriqués du beurre « Arabe » appelé localement Smen et du miel (sirop de sucre). Le groupe a ensuite acheté deux unités de corps gras (Bejaïa et Annaba) pour une capacité de production respectivement 480T/jour et 80T/jour. Dans le cadre du programme de privatisation des entreprises publiques décidée par le gouvernement Algérien, le groupe Labelle, a acquis deux importantes unités de l'ex ENCG, à Bejaïa et Annaba, dont les activités portent sur le raffinage des huiles et des corps gras.

Huile raffinée : 500 Tonnes (Tournesol ou Soja).

Margarine 130 Tonnes.

Glycérine 20 Tonnes.

Savon de ménage et de toilette.

Le groupe a également développé l'activité de conditionnement, en petite contenance des produits suivants : riz, lentilles, haricots, pois chiches, sucre cristallisé et lait. D'autres activités sont venues enrichir la gamme telles que la fabrication des pâtes alimentaires, trituration des graines oléagineuses, l'élevage bovin et la fabrication du lait et dérivé, le raffinage du sucre et la production du jus. Le groupe La Belle compte non seulement vendre sur le marché

national mais également exporter, conformément à la politique du pays.

L'ensemble des produits cités est mis sur le marché national par le biais d'une des filiales du groupe, et ce, avec le concours d'une flotte de transport composé de 145 unités. Toujours dans le cadre de la privatisation des entreprises publiques, le groupe Labelle a racheté un important complexe minotier dont la capacité quotidienne est de 400 tonnes/ Jour situé au niveau de la capitale. Le groupe possède aussi une usine de fabrication de pâtes alimentaires pour une capacité de 100 Tonnes/Jour et des silos tours céréaliers multifonctions de 100 000 tonnes. Ces usines sont dotées de moyens de production récents et modernes et assurent une production de qualité. L'ensemble des activités industrielles est contrôlé quotidiennement par des laboratoires existants au niveau des unités et dont les résultats sont régulièrement confrontés par d'autres analyses établies par des laboratoires tiers. La qualité au sens large est un souci permanent pour le groupe Labelle. En matière de développement industriel, les activités nouvelles portent sur la construction :

D'une raffinerie de sucre, d'une capacité de production de 1000 tonnes/jour de sucre roux destinés à la fabrication de sucre, industriel et de bouche, (Joint Venture avec le groupe coopératif Cristal Union pour la réalisation d'une raffinerie dans la wilaya de Boumerdes). Sa capacité initiale de 350.000 t/an sera doublée à partir de la 4e année à travers la mise en place d'une deuxième unité.

D'un complexe de trituration de Soja.

D'une centrale d'achat de fruits, légumes et produits alimentaires, qui sera installée à Ouled Moussa dans la

Wilaya de Boumerdès sur une superficie de 35 Hectares ;

D'un ensemble de projets immobiliers (logements de haut standing et locaux commerciaux) ;

l'exploitation d'une ferme agricole dans la wilaya de Tiaret.

L'effectif actuel est de 2000 personnes. Ce chiffre est appelé à doubler avec la mise en exploitation de

l'ensemble des projets cités ci-dessus.

La gamme de produits est vaste et comprend :

- Farine La Belle
- Huile Goutte d'Or
- Légumes secs La Belle
- Pâtes La Belle
- Couscous El Hara
- Margarine Tartina
- Lait en poudre La Belle
- Jus de fruits La Belle
- Café BONAL

150 000 tonnes de sucre pour la première année de Cristal Union en Algérie

09 décembre 2015 à 16h12

Par Benjamin Polle @B_Polle

La raffinerie d'Ouled Moussa, bâtie dans le cadre d'un partenariat entre l'algérien LaBelle et le français Cristal Union, tourne depuis une semaine. Objectif pour 2016 : 150 000 tonnes. Un nouvel entrant sur le marché algérien qui va davantage encore redistribuer les cartes de la production sucrière nationale, après l'annonce de la fin du monopole de fait de Cevital en 2016.

À lire aussi

Le puzzle mondial d'Issad Rebrab

Le puzzle mondial d'Issad Rebrab

En Afrique, les géants du sucre font parler la poudre

L'Afrique aiguisée les appétits

C'est parti pour la production de sucre franco-algérien. La raffinerie d'Ouled Moussa, bâtie à 30 kilomètres d'Alger dans le cadre d'un partenariat conclu entre l'algérien LaBelle (65%) et le français Cristal Union (35% via sa filiale Cristal Raffinage), tourne depuis une semaine.

650 tonnes de sucre raffiné en sont sorties mardi et l'objectif pour la première année complète est d'atteindre 150 000 tonnes (la moitié des 350 000 tonnes que l'usine entend transformer fin 2017 ou début 2018). Le rythme de croisière de 700 000 tonnes, affiché par les deux partenaires dans un communiqué rendu public le 08 décembre, est lui renvoyé au doublement de la capacité de transformation des machines installées dans l'usine, pas avant 2020.

Trois ans de retard

Le coût de construction, annoncé à 70 millions d'euros au moment de l'approbation de la co-entreprise par le Conseil des participations de l'État algérien en janvier 2011, est finalement de 150 millions d'euros. Plusieurs raisons expliquent ce doublement de l'investissement, financé pour un tiers par le capital des deux associés et à 60 % par de la dette.

Au premier chef, le retard à l'allumage du lancement de l'usine, attendu en 2012 mais effectif seulement en décembre 2015. Plus de trois années d'écart avec le calendrier initial qui, selon nos informations, s'expliquent par : le retrait de Sit International, la minoterie française associée au partenariat de départ sans vraiment en avoir les compétences, les difficultés d'importation et de dédouanement de machines pas toujours solutionnées par l'ANDI algérienne, l'agence nationale de développement de l'investissement, et des retards de paiement de la dizaine de sous-traitants français et européens associés à la construction de l'usine.

Coca, Pepsi, Danone

Le sucre roux importé du Brésil, réceptionné au port d'Alger et désormais raffiné en sucres industriels et de bouche à Ouled Moussa doit abonder, pour environ la moitié de la production, le marché algérois où Cristal Union a ses principaux clients dans l'agroalimentaire. Fruital, producteurs et distributeurs des produits de Coca-Cola en Algérie, son concurrent ABC Pepsi, ou Danone, compteront parmi les premiers clients.

Le reste de la production ira aux productions du Groupe LaBelle, actif en Algérie dans les huiles, les pâtes alimentaires, la semoule, le café et la margarine. De l'export « en Afrique du Nord et au Sahel » est également annoncé par les deux partenaires, dans le communiqué de Cristal Union, sans davantage de précisions.

Le chiffre d'affaires est espéré à quelque 200 millions d'euros annuels, à condition de passer le cap des 300 000 tonnes et de les revendre à plus de 600 euros l'unité.

Nouvel entrant

Ce nouvel entrant sur le marché algérien va davantage encore redistribuer les cartes de la production sucrière nationale. En octobre 2015, le ministre algérien du Commerce, Bakhti Belaïb, a annoncé la fin du monopole de fait de Cevital sur la production de sucre en 2016, par la mise en service de trois nouvelles usines.

À lire aussi :

Sucre : Yes we canne !

Le groupe LaBelle dispose déjà à Ouled Moussa de plusieurs usines (minoterie, semoulerie, couscousserie, torréfaction, unité de production de margarine). Il est également actif dans le conditionnement, en petite contenance, de riz, lentilles, haricots, pois chiches, sucre cristallisé et de lait. Il salarie 2 000 personnes.

Cristal Union est un groupe coopératif agro-industriel producteur de sucre et de bioéthanol. Son chiffre d'affaires reculait au terme de l'exercice clos le 30

septembre 2014 à 1,8 milliard d'euros, contre 1,9 milliard d'euros un an plus tôt. Le résultat d'exploitation était lui aussi en net recul, à 118 millions

d'euros fin 2014, contre 216 millions d'euros fin 2013.
Benjamin Polle